



Monsieur le Président de la République Française

PALAIS DE L'ELYSEE  
55, rue du Faubourg Saint-honoré  
75008 PARIS

Beauvais, le 11 mars 2013

Monsieur le Président de la République,

En avril 2012, alors que vous étiez candidat, vous vous êtes rendus aux portes de l'usine STILL SAXBY à Montataire dans le département de l'Oise.

Vous vous êtes adressé aux salariés de cette entreprise, ainsi qu'aux élus du territoire.

L'entreprise STILL, appartenant au groupe KION, était l'objet d'une annonce de fermeture, au profit des deux principaux actionnaires du groupe la banque tentaculaire GOLDMAN SACHS et le fond d'investissement américain KKR.

Pourtant comme vous l'ont indiqué les représentants syndicaux et le Maire de la commune de Montataire, l'entreprise était rentable et son carnet de commandes rempli.

Vous avez aussi constaté qu'elle produisait, avec un savoir faire reconnu de ses salariés, des outils performants et modernes, des chariots électriques de magasinage destinés à l'approvisionnement des rayons de super et hyper marchés, qui désormais ne seront plus fabriqués dans notre pays.

Vous avez alors déclaré après avoir apporté un ferme soutien aux salariés de ce bassin d'emploi : « nous mettrons en œuvre le plan le plus ambitieux possible » - « La ré-industrialisation de ce site est notre priorité » ou encore « ce site dégage des bénéfices nous ne pouvons accepter qu'il disparaisse ».

Ces engagements ont suscité un espoir et une attente parmi les salariés et la population.

Aujourd'hui c'est porteur de la désespérance, mais aussi de la colère de ces travailleurs, de leurs familles que nous nous adressons à vous.

Le projet de ré-industrialisation porté par le groupe Punch Métal, propriété du milliardaire belge Guido Dumarey et sa famille, vient d'être abandonné par le Ministère du Redressement Productif.

Ce projet, jamais bien précisé ou étayé et concomitant avec l'acquisition par le même groupe de l'entreprise JUY à Crépy-en-Valois, et plus récemment de l'usine GENERAL MOTORS à Strasbourg, avait suscité un véritable espoir pour 115 salariés de STILL qui auraient dû y retrouver un travail ainsi que pour les 250 salariés de l'entreprise JUY, qui voyaient leur emploi maintenu.

L'entreprise JUY, abandonnée également par Punch Métal et par son principal client CATERPILAR est aujourd'hui en passe d'être liquidée judiciairement.

Lors d'une réunion d'information ce mardi 5 mars en sous-préfecture de Senlis, avec Madame le Sous-Préfet, le Commissaire au Redressement Productif, la Directe, les représentants des salariés de Still, de Juy, de Punch, les élus de Crépy en Valois, nous avons considéré qu'il y a urgence à réunir sous l'autorité du Ministre du Redressement Productif, une « table ronde » avec l'ensemble des acteurs partie prenante de cette affaire et nous avons saisi le ministre de cette demande.

Nous nous permettons de vous suggérer que soient étudiées les propositions suivantes au cours de cette réunion :

- La nomination d'un sous-préfet chargé du dossier de ré-industrialisation de STILL Montataire et JUY Crépy-en-Valois.
- Le remboursement sans délais de l'argent public versé au groupe Punch Métal au titre de la ré-industrialisation et du ré-emploi de salariés de Still et la propriété des usines de Montataire et de Crépy en Valois au domaine public.
- L'engagement d'une procédure judiciaire à l'encontre du groupe Punch-Métal International et la famille Dumarey principaux actionnaires de ce groupe, afin d'obtenir des dédommagements et l'indemnisation des salariés pour les engagements contractualisés non tenus.

- Une nouvelle interpellation par l'Etat du Groupe KION, et de ses deux principaux actionnaires, la Banque Goldman- Sachs et le fonds d'investissement KKR, afin d'obtenir les engagements nécessaires pour la ré-industrialisation du site rentable de Montataire, après l'échec des accords qu'ils ont conclus après la fermeture de l'usine avec Punch Métal International.
- L'annulation de la clause imposée par le groupe Kion et contraire aux règles européennes, qui indique que l'usine de Montataire ne peut être cédée à un concurrent de marché.

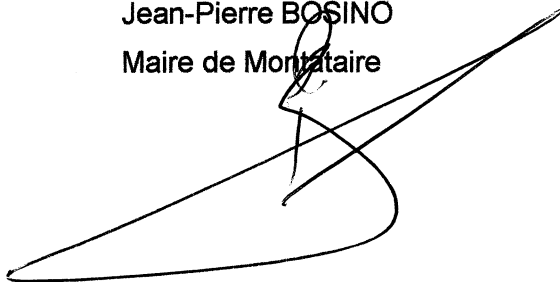
Ce projet pourrait également s'appuyer sur les 3,4 millions d'Euros mobilisés par l'Etat et la Région, pour soutenir les accords conclus hâtivement avec Punch Métal International.

Ces propositions devraient permettre de mobiliser les fonds et moyens utiles à un projet de ré-industrialisation des sites industriels de JUY et de STILL et la préservation de l'emploi.

L'Etat français dont vous êtes le premier représentant, ne peut être ainsi manipulé par des affairistes, encore moins nos concitoyens et les salariés concernés.

Nous comptons donc sur vos engagements et sur la prise en compte de nos propositions Monsieur le président et dans l'attente nous vous prions de croire en l'expression de nos considérations distinguées.

Jean-Pierre BOSINO  
Maire de Montataire



Alain BLANCHARD  
Vice-Président du Conseil  
Général



Copies :        Monsieur Arnaud MONTEBOURG, Ministre du Redressement Productif  
                  Monsieur Claude GEWERC, Président de la Région Picardie  
                  Monsieur Yves ROME, Président du Conseil Général de l'Oise